

Baisse de l'emploi, forte montée du chômage

En 2013, la Meuse compte 64 000 emplois dont 56 100 emplois salariés. Depuis 2008, près de 3 100 emplois ont disparu, notamment 1 200 dans l'industrie où seul l'agro-alimentaire parvient à conserver ses effectifs. Le poids du tertiaire marchand demeure à un niveau parmi les plus faibles de France métropolitaine. Le tertiaire non marchand voit les effectifs de l'action sociale progresser mais surtout l'emploi dans l'enseignement se réduire, en lien avec une population vieillissante et une démographie peu dynamique, et reste tributaire d'un financement public amené sans doute à se réduire. La crise a propulsé le nombre de demandeurs d'emploi à un niveau très élevé. Le chômage touche particulièrement les jeunes et les seniors. Plus encore que leurs cadets, ces derniers sont fortement exposés au chômage de longue durée.

Philippe Debard, Insee Lorraine

Le département de la Meuse compte 64 000 emplois qui se répartissent entre 56 100 emplois salariés et 7 900 emplois non salariés (indépendants) à la fin 2013. Le tertiaire en compte à lui seul un peu plus de 45 000, mais il ne représente que 71 % des emplois (contre 76 % dans la France de province), du fait notamment d'une surreprésentation des emplois dans l'agriculture (près de 7 % dans la Meuse, contre 3 % dans la France de province).

Industrie : recul comme ailleurs en France

L'industrie avec ses 10 400 emplois, dont 9 900 salariés, représente 16 % des emplois meusiens. Cette part se situe juste un point au-dessus de celle observée dans la région (15 %), mais assez nettement en deçà de celle des départements voisins que sont la Haute-Marne, les Vosges et les Ardennes (19 % à 21 %).

La métallurgie et l'industrie agro-alimentaire (plus de 2 400 salariés chacune) sont les secteurs dominants de l'industrie meusienne.

La métallurgie y est proportionnellement 2,2 fois plus représentée que dans la France de province, ce qui en fait une spécificité du département. Entre 2008 et 2013, elle y a plutôt mieux résisté, ne perdant que 140 emplois (- 6 %, contre - 12 %).

Dans l'industrie agro-alimentaire, présente dans la Meuse à travers notamment plusieurs fromageries, les effectifs sont stables depuis au moins cinq ans. Entre 2008 et 2013, parmi les principaux secteurs industriels meusiens, c'est le seul dont les effectifs n'ont pas diminué. Pour le département, il s'agit d'une filière stratégique en aval de la filière agricole, et qui jusqu'ici ne souffre pas de délocalisation. C'est donc aussi un réservoir d'emplois à ne pas négliger. D'ici 2025, l'industrie agro-alimentaire pourrait

même, du fait du vieillissement de ses actifs (près de 25 % ont plus de 50 ans en 2013) représenter un « besoin théorique » de 600 recrutements.

Les autres activités industrielles d'importance sont, par ordre décroissant d'effectifs salariés, le bois-papier (590 emplois), les matériels de transport (580), la chimie (535), le caoutchouc-plastique (415), l'habillement-cuir (410), etc.

Entre 2008 et 2013, l'industrie meusienne a perdu au total 1 200 postes, soit une baisse de 10 %, comprise entre celles observées en France et en Lorraine (respectivement - 9 % et - 15 %). La Meuse n'échappe donc pas au recul général de l'emploi industriel (338 000 emplois perdus en France métropolitaine entre 2008 et 2013). Néanmoins, sur cette période de cinq ans, elle résiste un peu mieux que ses voisines champardennaises : Ardennes, Marne et Haute-Marne (- 16 % chacune) et surtout que les Vosges (- 19 %).

Tertiaire marchand : retard non comblé

Le tertiaire marchand compte 20 100 emplois dans la Meuse, dont 17 300 salariés. Dans le département, il ne représente toutefois que 31 % de l'ensemble des emplois, contre 43 % dans la France de province. À ce sujet, le retard de la Meuse n'est donc toujours pas comblé et le département se classe dans les trois derniers de métropole, à égalité avec la Creuse et la Lozère.

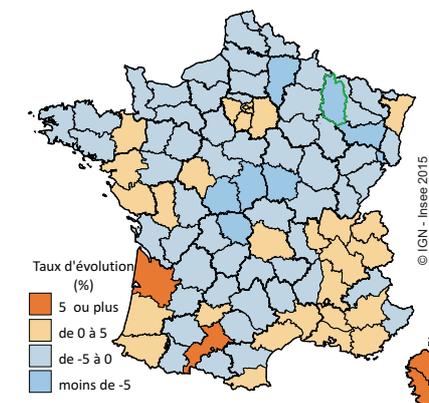
Le commerce et la réparation d'automobiles (6 100 salariés) constituent la première activité en termes d'effectifs, largement devant le transport et l'entreposage (2 500 salariés). Toutefois, entre 2008 et 2013, ces activités accusent un repli de leurs effectifs plus marqué dans la Meuse que dans la France de province.

Les services administratifs et de soutien (2 300 salariés), la finance-assurance (1 200 salariés) et l'hébergement et la

restauration (1 150 salariés) sont les autres activités majeures du tertiaire marchand meusien. Mais entre 2008 et

1 Près de 5 % d'emplois perdus dans la Meuse en cinq ans

Évolution de l'emploi total entre 2008 et 2013

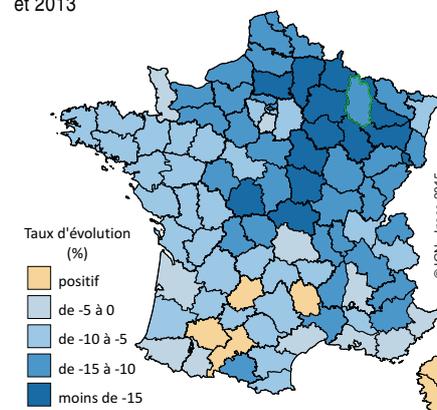


Champ : emploi salarié et non salarié au 31 décembre
Meuse : - 4,6 %
Lorraine : - 4,1 %
France de province : + 0,5 %

Source : Insee, estimations annuelles d'emploi

2 Le Nord-Est frappé par le déclin industriel

Évolution de l'emploi dans l'industrie entre 2008 et 2013

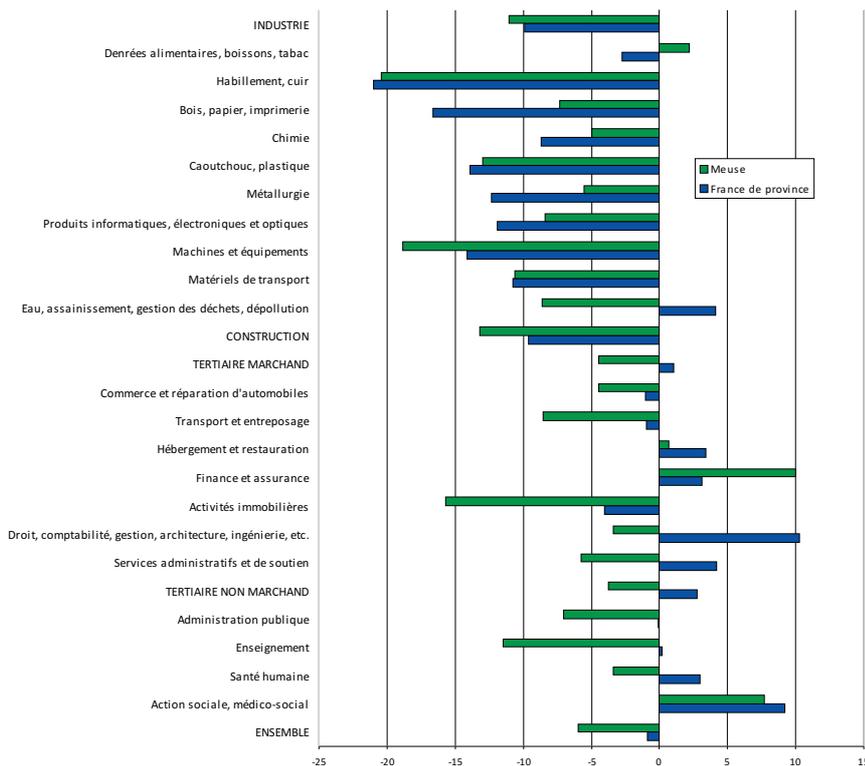


Champ : emploi salarié et non salarié dans l'industrie au 31 décembre
Meuse : - 10 %
Lorraine : - 15 %
France de province : - 9 %

Source : Insee, estimations annuelles d'emploi

3 Recul de l'emploi salarié dans tous les secteurs, sauf IAA, finance-assurance et action sociale

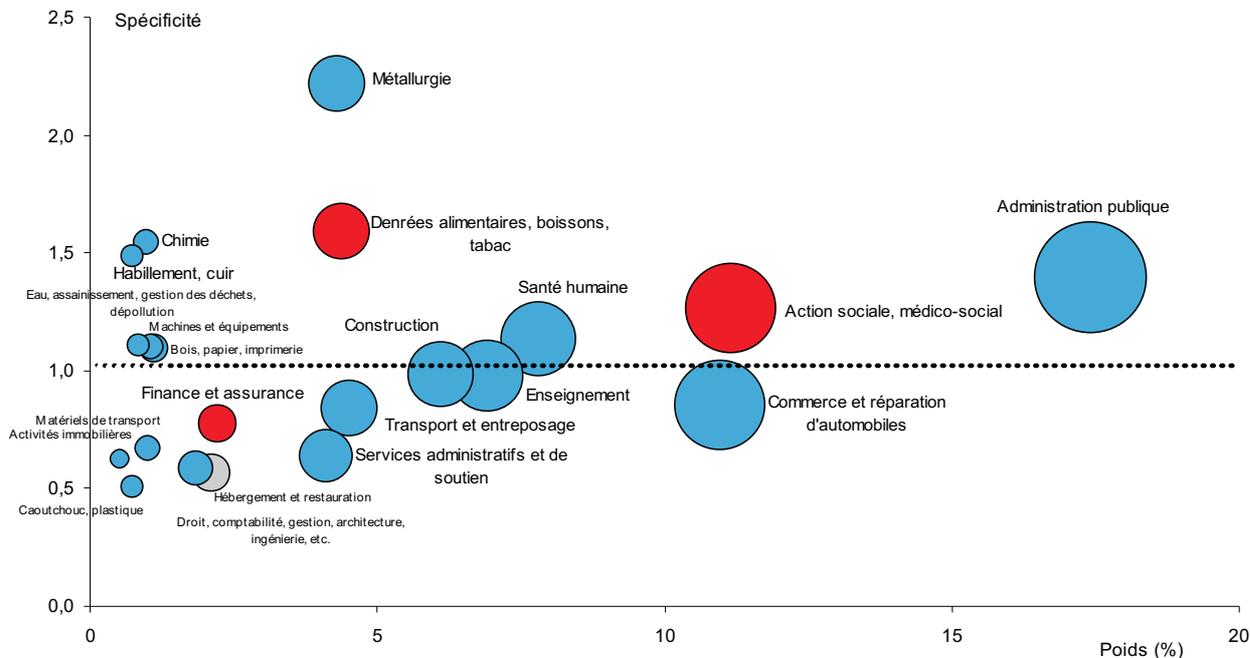
Évolution de l'emploi salarié entre 2008 et 2013 (%)



Source : Insee, estimations annuelles d'emploi 2008 (définitives) et 2013 (provisoires)

4 Une spécificité qui perdure dans la métallurgie

Emploi salarié en Meuse en 2013



Le poids représente la part des emplois salariés du secteur dans l'emploi salarié total en Meuse. La spécificité est le rapport entre le poids du secteur en Meuse et le poids du même secteur en France (hors Île-de-France). Une spécificité de 1 indique qu'un secteur est aussi représenté en Meuse qu'en France. La taille des cercles est proportionnelle aux effectifs. Un cercle rouge indique des effectifs en hausse entre 2008 et 2013 ; un cercle bleu correspond à des effectifs en baisse ; un cercle gris traduit une stagnation. Exemple : les 2 430 emplois salariés dans la métallurgie représentent 4,3 % de l'ensemble de l'emploi salarié en Meuse, contre 2,0 % en France (hors Île-de-France). Leur spécificité en Meuse est donc de 2,15.

Source : Insee, estimations annuelles d'emploi salarié

2013, les effectifs des services administratifs et de soutien sont en baisse à l'inverse de ce que l'on observe dans la France de province, et ceux des deux autres secteurs progressent mais moins rapidement qu'au niveau national.

Au final, au fil du temps, le tertiaire marchand dans la Meuse évolue peu, si ce n'est à la baisse. Son avenir ne s'annonce guère plus favorable. Dans une économie actuelle morose, le commerce souffre alors même que le e-commerce lui grignote des parts de marché. Le transport résiste, mais est soumis à une rude concurrence internationale. Enfin, des secteurs qui ailleurs se développent, tels la recherche-développement ou l'informatique, sont ici quasiment inexistantes.

Tertiaire non marchand : sur-représenté mais vulnérable

Le tertiaire non marchand regroupe 25 100 emplois, dont 24 200 salariés. De fait, dans la Meuse, il apparaît comme nettement surreprésenté : 39 % des emplois du département, contre moins de 35 % dans la France de province.

L'administration publique (y compris la Défense) emploie notamment près de 9 800 salariés, devant l'action sociale (6 200), la santé (4 400) et l'enseignement (3 800). Cet édifice reste toutefois vulnérable. Entre 2008 et 2013, les effectifs salariés de l'action sociale ont progressé de 8 % mais ceux de l'enseignement ont chuté de 12 % (respectivement + 9 % et stabilité dans la

France de province). Cette situation reflète avant tout une population vieillissante et plus généralement une démographie peu dynamique, tout en restant tributaire d'un financement public amené sans doute à se réduire dans le futur.

5 Emploi salarié (estimations)

Secteur d'activité	2013			Évolution 2008-2013		
	Meuse			Meuse		France (*)
	Nombre	Poids (%)	Spécificité (**)	Nombre	(%)	(%)
INDUSTRIE	9 925	17,7	1,2	-1 236	-11,1	-9,9
Industries extractives	95	0,2	1,5	-55	-36,7	-14,0
Denrées alimentaires, boissons, tabac	2 480	4,4	1,6	54	2,2	-2,7
Habillement, cuir	410	0,7	1,5	-105	-20,4	-21,0
Bois, papier, imprimerie	594	1,1	1,1	-47	-7,3	-16,6
Chimie	535	1,0	1,5	-28	-5,0	-8,7
Pharmacie	130	0,2	0,7	9	7,4	-5,4
Caoutchouc, plastique	415	0,7	0,5	-62	-13,0	-13,9
Métallurgie	2 426	4,3	2,2	-143	-5,6	-12,4
Produits informatiques, électroniques et optiques	262	0,5	0,9	-24	-8,4	-11,9
Équipements électriques	57	0,1	0,2	-123	-68,3	-12,6
Machines et équipements	577	1,0	1,1	-134	-18,8	-14,1
Matériels de transport	583	1,0	0,7	-69	-10,6	-10,8
Autres industries manufacturières	712	1,3	1,0	-406	-36,3	-13,3
Electricité, gaz, vapeur et air conditionné	191	0,3	0,5	5	2,7	4,5
Eau, assainissement, gestion des déchets, dépollution	458	0,8	1,1	-43	-8,6	4,1
CONSTRUCTION	3 428	6,1	1,0	-520	-13,2	-9,6
TERTIAIRE MARCHAND	17 344	30,9	0,7	-811	-4,5	1,1
<i>dont :</i>						
Commerce et réparation d'automobiles	6 154	11,0	0,9	-286	-4,4	-1,0
Transport et entreposage	2 521	4,5	0,8	-235	-8,5	-1,0
Hébergement et restauration	1 162	2,1	0,6	8	0,7	3,4
Edition, audiovisuel et diffusion	126	0,2	0,6	-17	-11,9	-7,7
Télécommunications	113	0,2	0,5	-33	-22,6	-12,2
Informatique et services d'information	62	0,1	0,1	-3	-4,6	19,6
Finance et assurance	1 219	2,2	0,8	111	10,0	3,1
Activités immobilières	280	0,5	0,6	-52	-15,7	-4,0
Droit, comptabilité, gestion, architecture, ingénierie, etc.	1 031	1,8	0,6	-36	-3,4	10,3
Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques	227	0,4	0,6	-19	-7,7	-4,8
Services administratifs et de soutien	2 284	4,1	0,6	-140	-5,8	4,2
Arts, spectacles et activités récréatives	315	0,6	0,6	-36	-10,3	2,9
Autres activités de services	966	1,7	0,8	-1	-0,1	2,7
Ménages employeurs	844	1,5	0,8	-71	-7,8	-10,9
TERTIAIRE NON MARCHAND	24 227	43,2	1,2	-948	-3,8	2,8
Administration publique	9 788	17,4	1,4	-741	-7,0	-0,1
Enseignement	3 854	6,9	1,0	-499	-11,5	0,2
Santé humaine	4 360	7,8	1,1	-154	-3,4	3,0
Action sociale, médico-social	6 225	11,1	1,3	446	7,7	9,2
ENSEMBLE	56 114	100,0	1,0	-3 544	-5,9	-0,9

(*) France de province (**) Poids du secteur dans la Meuse rapporté au poids du même secteur dans la France de province

Note : l'ensemble tient compte de l'agriculture

Source : Insee, estimations annuelles d'emploi 2008 (définitives) et 2013 (provisoires)

14 200 demandeurs d'emploi de catégories A, B, C au 31 octobre 2014

Le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B, C a augmenté fortement (+ 43 %) entre janvier 2004 et octobre 2014, passant de 9 900 à 14 200 personnes. Cette hausse est à relier à la dégradation de l'environnement économique consécutive à la crise financière de 2008. En effet, entre janvier 2004 et juin 2008, la demande d'emploi était en phase de repli (- 12 %), et ce n'est qu'à partir de l'automne 2008 que la hausse de la demande d'emploi s'est installée (+ 62 % entre juin 2008 et octobre 2014).

Aucune catégorie d'âge n'est épargnée. Ainsi, entre juin 2008 et octobre 2014, les jeunes demandeurs d'emploi de moins de 25 ans subissent une hausse de 38 %. Pour les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans, la progression est de + 132 %. Pour ceux-ci, outre le climat économique morose, l'évolution s'explique par l'allongement de la durée d'activité requise. Au final, fin octobre 2014, 18 % des demandeurs d'emploi meusiens ont moins de 25 ans, et 24 % ont plus de 50 ans.

Près de la moitié des demandeurs inscrits depuis plus d'un an à Pôle emploi

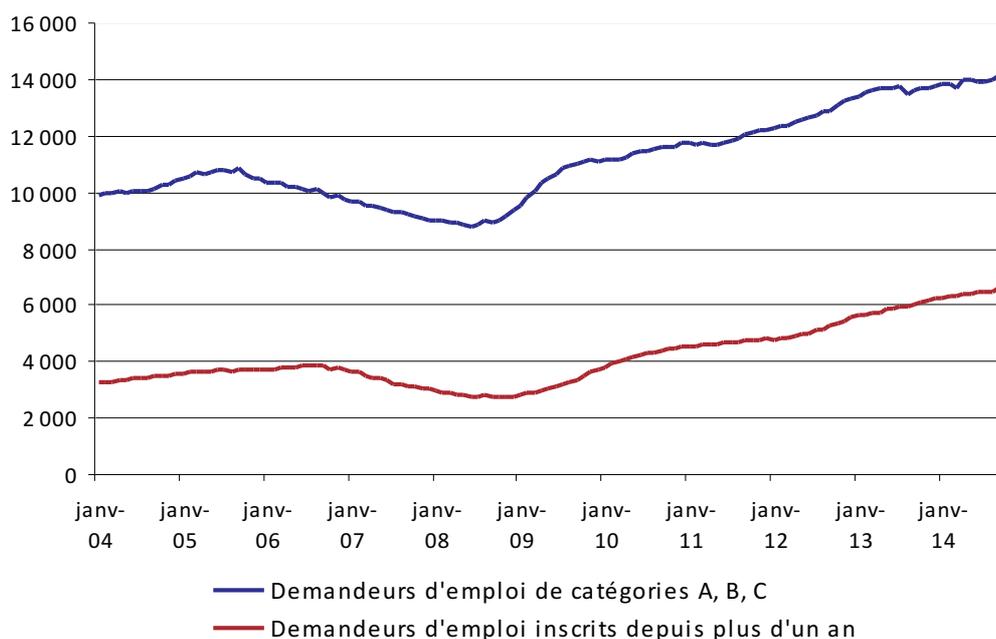
Entre juin 2008 et octobre 2014, le nombre de demandeurs d'emploi meusiens de catégories A, B, C inscrits à Pôle emploi depuis plus d'un an a très fortement augmenté, faisant plus que doubler pour passer de 2 800 à 6 700 (+ 139 %).

La persistance des difficultés sur le marché du travail meusien conduit à ce que fin octobre 2014, 47 % des demandeurs d'emploi ont une ancienneté d'inscription supérieure à un an, et pour 26 % d'entre eux, elle est de plus de deux ans.

L'ancienneté d'inscription est largement liée à l'âge du demandeur. Si une minorité des jeunes (26 %) sont inscrits à Pôle emploi depuis plus d'un an, une large majorité des séniors pâtissent de cette situation (65 %).

6 Le nombre de demandeurs a bondi depuis 2008

Demandeurs d'emploi (catégories A, B, C) dans la Meuse de 2004 à 2014



Source : Pôle emploi-Dares, données corrigées des variations saisonnières

Des niveaux de formation et de qualification plus faibles qu'en Lorraine

Les demandeurs d'emploi meusiens possèdent un niveau de formation plus faible que leurs homologues lorrains. En octobre 2014, 18 % ne possèdent pas de diplôme (contre 17 % au niveau régional). Mais surtout, les demandeurs d'emploi possédant un niveau supérieur ou égal à la licence sont moins présents dans la demande d'emploi meusienne (5 %) qu'en Lorraine (8 %).

Ces écarts rejouent sur les qualifications des demandeurs d'emploi meusiens. Ainsi, les demandeurs d'emploi ayant un niveau de qualification d'ouvrier non qualifié ou d'employé non qualifié sont en proportion plus nombreux dans la Meuse qu'en Lorraine. À l'inverse, les cadres sont moins représentés, avec une proportion de 2,2 % dans la Meuse, soit 1,4 point de moins qu'en Lorraine (3,6 %).

Jérôme Fornalczyk, Pôle emploi Meuse